



*La Macédoine entre indépendance et  
réalité nationale*

**Mémoire de géopolitique  
du lieutenant-colonel Philippe ADAM  
dans le cadre de l'étude dirigée  
« Géopolitique des Balkans »**

**Directeur : Ambassadeur Georges-Marie CHENU**

**Avril 2001**

# FICHE DOCUMENTAIRE

## RENSEIGNEMENTS SUR LE MEMOIRE

### 1. La Macédoine entre indépendance et réalité nationale

1. Lieutenant-colonel (air) Philippe ADAM, France
2. 31 mars 2001
3. Division B, groupe B6
4. Mémoire de géopolitique
5. La désintégration de la Yougoslavie en 1990 a donné naissance à la petite République de Macédoine. Entité entièrement neuve sur le plan géopolitique, elle porte tout le poids du passé historique des Balkans. La nation macédonienne est répartie sur le territoire de trois états, le territoire de la nouvelle république contient une grande diversité de population. C'est le jeu des circonstances, ainsi que l'habileté diplomatique et politique de son leader historique, Kiro Gligorov, qui ont permis une accession à l'indépendance remarquablement pacifique. En revanche, le soutien apporté par la communauté internationale, manifestement soucieuse de ne pas contrarier la Grèce et ses revendications incohérentes, a été avant tout discret.  
Egalement héritière d'une économie collectiviste, la Macédoine s'est lancée à corps perdu dans la réforme de ses structures politiques et économiques, afin de faciliter le retour de la stabilité. Malgré tout, la forte minorité albanaise, soutenue et encouragée par l'exemple du Kosovo, reste extrêmement turbulente. De plus, l'indépendantisme Kosovar tend à déborder vers le sud. Cette agitation pourrait provoquer la désintégration de la Macédoine, et vraisemblablement l'embrassement de la région.  
L'avenir de la république dépendra de l'attitude de la communauté internationale, dont une partie pourtant pourrait voir un intérêt à laisser disparaître ce voisin qui réveille de si mauvais souvenirs.
6. Mots clés : Macédoine, FYROM, ERYM, Balkans, Ex-Yougoslavie, Gligorov.

## TABLE DES MATIERES

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. Un héritage historique complexe</b>                  | <b>3</b>  |
| <b>1.1. La population de Macédoine : origines</b>          | <b>3</b>  |
| Les Slavo-Macédoniens                                      | 4         |
| Les Albanais de Macédoine                                  | 5         |
| Les autres peuples de la république                        | 6         |
| <b>1.2. Limites géographiques</b>                          | <b>7</b>  |
| <b>1.3. La Macédoine au cœur de l'Histoire des Balkans</b> | <b>9</b>  |
| Les effets du flux et reflux des frontières                | 9         |
| Naissance du sentiment national macédonien                 | 10        |
| <b>1.4. L'indépendance</b>                                 | <b>13</b> |
| Une sécession pacifique, mais pas sans arrières-pensées    | 13        |
| Le président Gligorov, fondateur de la Macédoine           | 15        |
| <b>2. La République de Macédoine aujourd'hui</b>           | <b>16</b> |
| <b>2.1. La géographie physique</b>                         | <b>16</b> |
| <b>2.2. Les structures</b>                                 | <b>18</b> |
| <b>2.3. Les ambitions</b>                                  | <b>20</b> |
| <b>2.4. Un état-nation ?</b>                               | <b>21</b> |
| Des déséquilibres flagrants                                | 21        |
| Le problème albanais                                       | 22        |
| <b>3. La Macédoine dans le paysage diplomatique</b>        | <b>25</b> |
| <b>3.1. La Fédération Yougoslave</b>                       | <b>25</b> |
| <b>3.2. L'Albanie</b>                                      | <b>27</b> |
| <b>3.3. La Grèce</b>                                       | <b>28</b> |
| <b>3.4. La Bulgarie</b>                                    | <b>29</b> |
| <b>3.5. Les Etats Unis</b>                                 | <b>31</b> |
| <b>3.6. L'Union européenne</b>                             | <b>32</b> |
| <b>3.7. La Russie</b>                                      | <b>33</b> |

## « La Macédoine entre indépendance et réalité nationale »

La Macédoine est une pure création de la dislocation de l'ex-Yougoslavie : le pays qui se nomme actuellement ainsi n'existait plus depuis l'antiquité et Alexandre le grand. Dans le bouillonnement que connaissent actuellement les Balkans, on ne peut qu'être inquiet pour l'avenir de ce nouveau venu.

Après dix ans d'existence, il reste fort plausible que ce pays plus petit que la Belgique finisse par disparaître, malgré l'habileté des ses dirigeants et la volonté de son peuple. Quelles en seraient les conséquences pour la région ? Probablement dramatiques, ce qui explique largement l'intérêt qu'y apportent les grandes nations occidentales, au premier rang desquelles on peut remarquer les Etats-Unis.

La Macédoine dite traditionnelle reste une création quelque peu artificielle de l'Histoire, tandis que le peuple macédonien existe bel et bien, et s'est déjà violemment opposé à ses maîtres par le passé.

Dans le court terme, les principales menaces sur l'existence de la République sont principalement d'origine économique, avec un niveau de développement peu élevé, et d'origine démographique, avec une minorité albanaise forte et turbulente.

Tout ceci s'additionne pour faire de la République Macédonienne un pays extrêmement fragile, entouré par des voisins jaloux de leurs propres identités, sur lesquelles la nation macédonienne empiète qu'elle le veuille ou non. Dans cette périlleuse situation, l'avenir de la République repose entièrement sur l'aide que veulent bien lui apporter ses voisins et ses partenaires. Mais ce soutien est loin d'être garanti, et la fragilité des relations inter-étatiques dans les Balkans doit être soulignée.

\* \* \*

*Il convient, en préliminaire du travail ici présenté, de prendre une précaution terminologique. Le nom officiel du pays que tous appellent « Macédoine », ou bien « République de Macédoine », est en réalité, pour la communauté internationale, « FYROM » (Former Yugoslavian Republic Of Macedonia) pour les anglophones, et « ERYM » (Ex République Yougoslave de Macédoine) pour les francophones. Dans la suite, nous emploierons les premiers noms, plus courts et plus imagés. De*

même, le nom « Macédonien » sera appliqué aux citoyens de cette république, sans distinction ethnique, religieuse ou nationale. Chaque fois qu'une distinction sera indispensable pour la compréhension du texte, une composition telle que « slavo-macédonien » sera utilisée.



**Figure 1 : Carte générale du relief de Balkans**  
(source : Philippe LEMARCHAND (dir.), *L'Europe centrale et balkanique*, Editions Complexe, 1995)

## 1. UN HERITAGE HISTORIQUE COMPLEXE

Fruit d'une histoire mouvementée, marquée par des mouvements de frontières, des guerres et des déplacements de populations, la Macédoine porte la plupart des caractéristiques démographiques propres aux pays de l'ex-Yougoslavie. Les contours de l'actuelle république ne contiennent pas que des populations se réclamant de la nation macédonienne, et l'ensemble de cette nation est partagée entre trois pays : Macédoine, Bulgarie et Grèce.

Il importe tout d'abord de se pencher sur les traits principaux de cette population, au travers de ses origines et de son histoire.

### 1.1. La population de Macédoine : origines

La composition du peuplement de l'actuelle République de Macédoine est loin d'être homogène. Avec humour, Paul Garde se demande si ce n'est pas à cette caractéristique que l'on doit l'origine du nom d'une fameuse composition de fruit ou de légumes. Plus sérieusement, il considère cette diversité comme exceptionnelle. Il le montre au moyen d'un indicateur, qu'il baptise « taux de cohésion », en le comparant dans divers pays européens. Cet indicateur est construit en rapportant le volume de la nationalité la plus nombreuse à la population totale du pays considéré.

| Etat      | 1 <sup>ère</sup> nationalité | Taux de cohésion |
|-----------|------------------------------|------------------|
| Portugal  | Portugais                    | 99,7 %           |
| Slovénie  | Slovènes                     | 90,2 %           |
| France    | Français                     | 85,8 %           |
| Bulgarie  | Bulgares                     | 87,8 %           |
| Macédoine | Macédoniens                  | 67,3 %           |
| Belgique  | Flamands                     | 52,9 %           |

**Tableau 1: Comparaison des taux de cohésion de divers pays européens<sup>1</sup>**

---

<sup>1</sup> Les chiffres utilisés proviennent soit d'un recensement de 1981 (Slovénie et Macédoine), soit d'un « Atlas des Peuples du monde », ouvrage soviétique de 1964. Pour la définition des nationalités, en particulier pour la France, voir Paul GARDE, *Vie et Mort de la Yougoslavie*, Fayard, 2000.

Les chiffres présentés dans le Tableau 1 ci-dessous sont à prendre avec des restrictions, étant données les règles établies pour le décompte des nationalités. Mais ils permettent d'établir des comparaisons intéressantes avec des pays d'Europe proches du nôtre.

A la lumière de ces données, une question vient à l'esprit : quelle est l'origine d'une telle variété ? Quelles sont les explications historiques qui ont amené des peuples aussi différents à partager le même territoire ?

### *Les Slavo-Macédoniens*

Les Macédoniens de l'antiquité, ceux de Philippe et d'Alexandre, étaient-ils un peuple spécifique, ou n'étaient-ils qu'un sous-ensemble du peuple grec ? Les historiens sont actuellement partagés sur ce point, et cette incertitude a fortement alimenté la querelle gréco-macédonienne qui a suivi la déclaration d'indépendance de 1991. Une chose certaine, c'est qu'il s'agissait d'un peuple de culture fortement hellénisée. Une autre certitude, c'est que le peuple macédonien actuel n'a que des bribes de communauté avec le peuple antique d'Alexandre. En effet, comme la plupart des peuples balkaniques, les Slavo-Macédoniens modernes descendent des Slaves qui envahirent la région au 6<sup>e</sup> et au 7<sup>e</sup> siècle de notre ère, Slaves qui ont chassé ou complètement assimilé les populations résidentes. Il est donc inutile de remonter plus loin que cette époque lorsque l'on étudie l'histoire des peuples yougoslaves. En tout cas, de ce point de vue, les querelles sur la propriété culturelle de l'héritage d'Alexandre semblent bien futiles, voire malintentionnées.

La suite de l'histoire du territoire qui deviendra la République de Macédoine est similaire à celle des autres pays des Balkans : séparation des empires d'orient et d'occident, dominations successives variées. Ce qui caractérise le plus sûrement le peuple slavo-macédonien tel qu'il apparaît à l'époque moderne (19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles), c'est sa langue. Un linguiste historien, spécialiste de la Yougoslavie, rassemble ce peuple autour de la langue qu'il pratique<sup>2</sup>. Cette langue est définie comme un ensemble de dialectes voisins du Bulgare.

Les Macédoniens, après le recul des possessions ottomanes en Europe, seront alternativement placés sous domination serbe (1913 – 1915, 1918 – 1941) et bulgare (1915 – 1918, 1941 – 1944). Chaque état dominant cherche à imposer sa propre langue

---

<sup>2</sup> Ibid..

aux Macédoniens. Finalement, c'est Tito, dans son désir de diviser les peuples yougoslaves pour mieux les contrôler, qui reconnaîtra la langue macédonienne comme langue officielle, et qui promet celle-ci, tout en prenant soin de ne retenir pour la définir que les caractéristiques dialectales les plus éloignées de la langue bulgare.

Actuellement, les Slavo-Macédoniens représentent moins de 67% de la population macédonienne<sup>3</sup>.



**Figure 2 : La population macédonienne**  
(source: *Le Monde Diplomatique*)

### *Les Albanais de Macédoine*

La définition du peuple albanomacédonien est plus facile à faire que celle du peuple slavo-macédonien. Les Albanais sont vraisemblablement les descendants d'un peuple indigène de la région des Balkans, que les spécialistes s'accordent généralement à appeler Illyriens, auxquels il est parfois fait allusion en tant que Thraces.

<sup>3</sup> Estimation issue des chiffres du recensement de 1994.

Ce peuple aurait été repoussé sur le territoire qu'il occupe actuellement par l'invasion slave du 6<sup>e</sup> siècle après Jésus Christ. La nation albanaise existe donc bel et bien, et elle chevauche les frontières des états (Albanie, Serbie-Kosovo et Macédoine), ce qui ne va pas sans poser de nombreux problèmes de cohésion dans les pays concernés. Ceux-ci se manifestent souvent violemment, comme au Kosovo. Les Albanais ont sûrement une caractéristique dominante : ils ne sont pas des Slaves. Ce trait se manifeste dans leur culture et dans leur religion, puisque contrairement aux Slavo-Macédoniens majoritairement orthodoxes, ils sont majoritairement musulmans.

Bien que représentant entre 23% et 30%<sup>4</sup> de la population macédonienne, le Albanais de Macédoine ont le statut de minorité dans la Constitution macédonienne. Il sera nécessaire de revenir sur ce point dans la suite de ce mémoire.

### *Les autres peuples de la république*

Le territoire macédonien héberge, outre les Albanais et les Slavo-macédoniens, plusieurs autres populations minoritaires, qui se distinguent par des origines ou des coutumes particulières. Parmi ceux-ci on note :

- les Turcs (4% de la population), descendant des anciens maîtres ottomans et turcophones ;
- les Tsiganes, ou Roms (2% de la population) ;
- les Valaques, descendant des peuples romanisés chassés par les Slaves et dont la plus grande partie a formé l'actuelle Roumanie (2% de la population) ;
- les Serbes (2% de la population), regroupés dans une région réduite du nord de la Macédoine.

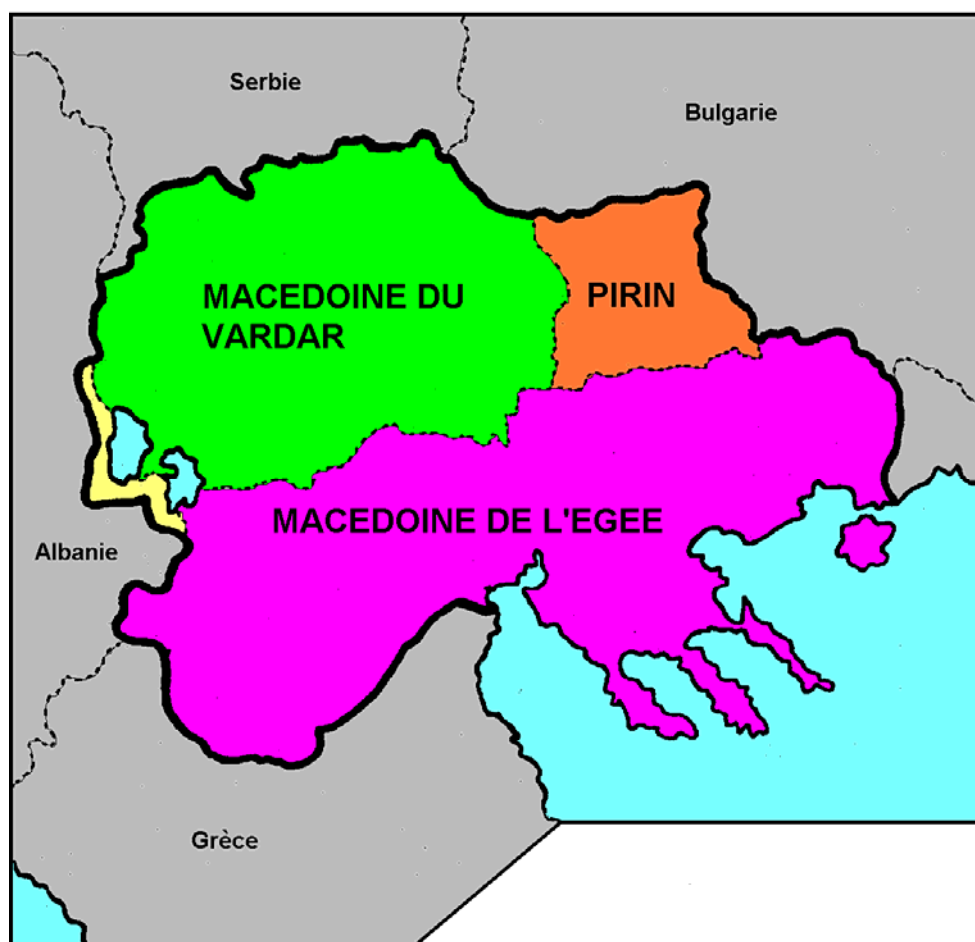
Une fois éclaircies les natures des différentes populations en présence, il convient de se demander ce qui les a amenées à cohabiter à l'intérieur des frontières actuelles.

---

<sup>4</sup> Le recensement de 1994 dénombre 23% ; depuis, les mouvements de population, les attributions de la citoyenneté macédonienne après des mariages mixtes, l'augmentation naturelle de la population, aboutissent à des estimations de l'ordre de 30% de la population totale macédonienne. Ces problèmes de dénombrement sont centraux dans les discussions ethniques.

## 1.2. Limites géographiques

Le territoire dit « traditionnel » de la Macédoine est beaucoup plus étendu que ne le laisse supposer la superficie de la république actuelle. En réalité, cette Macédoine traditionnelle est une construction récente : il n'y a pas eu de pays nommé Macédoine entre le 4<sup>e</sup> siècle avant Jésus Christ et 1991 après Jésus Christ, soit plus de 22 siècles.

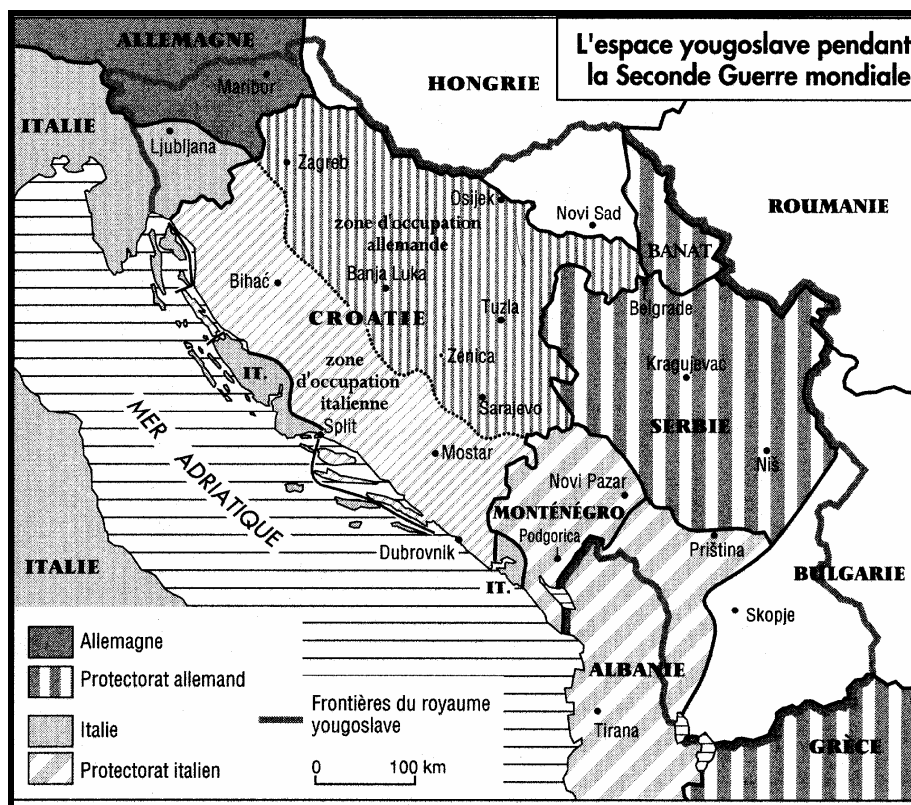


**Figure 3: La Macédoine « traditionnelle » et le traité de Bucarest (1913)**

Au 19<sup>e</sup>, les peuples se reconnaissant comme Macédoniens se rencontraient essentiellement sur les actuels territoires de la Grèce et de la Bulgarie

La région d'Europe actuellement reconnue comme « Macédoine » fut créé, vraisemblablement sur des bases ethniques, au milieu du 19<sup>e</sup> siècle. A l'issue de la première guerre balkanique, et en application du traité de Bucarest de 1913, ce territoire fut partagé en quatre entre l'Albanie, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. Ce partage est illustré en Annexe 1. Le territoire de l'actuelle république de Macédoine n'est que la partie jadis attribuée à la Serbie, dite « Macédoine du Vardar », qui fut érigée en république autonome dans la Yougoslavie de Tito.

Ce territoire connu des avatars supplémentaires au cours des deux guerres mondiales. En particulier au cours de la dernière guerre, il fut partagé entre l'Albanie et la Bulgarie, en récompense du soutien que ces deux pays avaient accordé à l'Allemagne conquérante. Cette situation éphémère est illustrée par la figure ci-dessous. Elle mérite d'être soulignée, car elle est fatalement encore présente dans la mémoire macédonienne. De plus, bien que l'on s'accorde à reconnaître une fraternité entre Bulgares et Slavo-Macédoniens, ces derniers vécurent la domination de leur voisin oriental comme une occupation et un véritable joug, renforçant d'autant leur volonté d'indépendance.



**Figure 4: La Yougoslavie pendant la deuxième guerre mondiale**  
(source : *La Découverte*, 1996)

Les différents maîtres successifs ont essayé d'intégrer au mieux les populations rattachées. Ce fut le cas des Bulgares et des Serbes. Tito, dans son souci d'affaiblir la population serbe majoritaire en Yougoslavie en encourageant les particularismes régionaux, créa et délimita une république autonome de Macédoine. Ce sont les limites de cette république qui forment actuellement les frontières de l'état nouvellement créé.

Il est à noter que les divisions successives du territoire traditionnel, en plus d'inclure des populations non slavo-macédoniennes, ont laissé hors de l'actuelle Macédoine de nombreuses populations qui se sont autrefois identifiées comme faisant partie de la nation macédonienne. Les estimations historiques font état d'environ

200 000 « Macédoniens » en Bulgarie et le même nombre en Grèce. Ces populations ont été apparemment intégrées aux populations des pays dans lesquels elles se trouvent, et les recensements, reposant sur les nationalités déclarées par les personnes interrogées, ne font plus apparaître qu'un nombre beaucoup plus réduit de Macédoniens. Ceci est spécialement vrai en Grèce, où ce nombre ne dépasse pas quelques dizaines de milliers, sans qu'il soit possible d'être plus précis faute de statistique sérieuse<sup>5</sup>.

### **1.3. La Macédoine au cœur de l'Histoire des Balkans**

Ainsi la Macédoine actuelle est au moins autant le produit de décisions arbitraires que de la volonté identitaire d'un peuple. Ce dernier point n'est toutefois pas à négliger : le sentiment national macédonien existe, et s'est exprimé significativement plusieurs fois par le passé.

#### *Les effets du flux et reflux des frontières*

La plupart des modifications de frontières, des changements de zones d'influence, ont eu un effet sur le peuple Macédonien et sur le territoire qu'il occupe. En effet, l'actuel territoire de la République de Macédoine est situé dans une région qui a été revendiquée et possédée par plusieurs nations, au rythme des variations de puissance des unes et des autres. On citera la Grèce, la Bulgarie, la Serbie, la Russie, la Turquie et l'Albanie.

Si ces changements de maître ont été si nombreux, c'est sans doute parce que la Macédoine est située sur un axe de communication important de cette région montagneuse : à cheval sur la vallée du Vardar, elle inclut un axe de communication crucial pour les Balkans, celui qui relie Thessalonique à Belgrade, c'est à dire qui ouvre la région balkanique sur la Mer Egée. A noter également l'axe secondaire Dürres-Istanbul, qui fait de la Macédoine un carrefour au cœur d'une région difficile d'accès.

Au cours de l'histoire mouvementée de la région, les populations ont souvent été déplacées pour combler les espaces vides laissés par les guerres. Ces mouvements ont été, dans l'histoire récente, accompagnés de tentatives de « nettoyage ethnique ». Ces tentatives ont été effectuées de manière parfois relativement douce, parfois de manière extrêmement brutale. Ces tentatives sont une donnée relativement récente, les empires austro-hongrois et ottomans ayant apparemment joué sur des registres totalement

---

<sup>5</sup> Le nombre de slavophones en Grèce était estimé à environ 40 000 à la fin des années 40 (Georges PREVELAKIS, *Géopolitique de*

différents, en respectant les caractéristiques de chaque nation dominée, afin de marquer la différence entre maîtres et sujets.

Au titre des nettoyages ethniques, on pourra signaler la tentative de « bulgarisation » du peuple macédonien au cours des deux guerres mondiales, et l'hellénisation de tous les peuples de Grèce entreprise après la « Grande Catastrophe » de 1923, hellénisation qui fut accélérée après 1949.

Tous ces phénomènes de déplacement et d'assimilation de population ne font que rendre le tableau un peu plus confus. Toutefois, la nation macédonienne parvient à émerger de manière très concrète, en particulier au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

### *Naissance du sentiment national macédonien*

Jusqu'à l'indépendance de 1991, les Macédoniens slaves ont toujours vécu sous la domination d'une puissance étrangère : Turquie, Serbie ou Bulgarie.

Le sentiment national trouve à s'exprimer à partir de 1878 : cette date marque la victoire de la Russie sur la Turquie, qui conduit au traité de San Stefano. La Russie était intervenue à la suite de répressions sanglantes par les Ottomans de soulèvements en Bosnie et en Bulgarie. Le traité de San Stefano visait à émanciper tous les sud Slaves de leur maître ottoman. Ce traité ne fut pas appliqué, et fut remplacé par les décisions prises au Congrès de Berlin, qui fondaient l'état de Bulgarie. Malgré tout, 1878 constitue un tournant : les nations slaves ont secoué le joug, et voient se profiler une indépendance. La création d'états-nations fut toutefois confrontée aux luttes d'influence et aux désirs d'expansions territoriales. Dans le sud des Balkans, la Bulgarie se posait désormais en rival de la Serbie.

C'est dans ce contexte que se crée l'Organisation Révolutionnaire Intérieure de Macédoine (ORIM) le 23 octobre 1893 à Thessalonique. Fruit de l'ambition de quelques jeunes idéalistes, l'ORIM a pour objectif de secouer le joug turc et de libérer la Macédoine pour en faire un état indépendant. Cette organisation clandestine se structure rapidement, et se veut indépendante de l'influence bulgare, même si elle reçoit une aide substantielle de ce pays. Elle recherche l'appui des grandes puissances de l'époque (Autriche, France, Grande Bretagne et Russie). De 1895 à 1901, l'ORIM cherche à exacerber le sentiment national par des actions radicales contre les troupes ottomanes, mais aussi par des actes de rançonnement. A partir de 1901, l'organisation

se tourne vers le terrorisme, dans le but de provoquer une réaction brutale des Turcs, laquelle justifierait à son tour une intervention des grandes puissances.

Les actions de l'ORIM augmentent en rythme et en violence jusqu'en 1903. Le 2 août 1903 éclate l'insurrection d'Ilinden (Saint Elie) dans le vilayet de Bitola (Monastir). Cette insurrection n'a pas pour objet d'abattre les Ottomans, mais « de prouver que les Ottomans ne pourront pas vaincre les insurgés », ainsi que l'exprime l'un de ces derniers. Pendant deux mois, 25 000 « soldats » macédoniens vont affronter 300 000 soldats ottomans dans des combats sauvages et impitoyables. Les Macédoniens sont finalement écrasés, et les villages de la région dévastés.

L'un des objectifs des révolutionnaires est atteint, puisque désormais le reste de l'Europe a les yeux fixés sur la Macédoine : aide aux populations et soutien politique sont accordés. Une administration internationale vient doubler l'administration ottomane durant quelques mois de 1904 pour garantir les réformes accordées lors des accords de Mürtzeg (25 novembre 1903) entre la Russie, l'Autriche et la Turquie. Ces réformes ont pour objectif de faire participer les chrétiens au fonctionnement de l'administration ottomane. Cette situation internationale durera jusqu'en 1909 et à la révolution jeune-turque.

En 1912, les guerres balkaniques et le congrès de Berlin aboutissent au partage du territoire « traditionnel » de la Macédoine, ainsi qu'il a déjà été vu plus haut. Les Slavo-macédoniens se retrouvent répartis sur les territoires de trois nations. La guerre gréco-turque de 1923 et les mouvements de population qui suivent vont précipiter les processus d'hellénisation sur les territoires qui appartiennent désormais à la Grèce : toutes les populations rapatriées doivent être intégrées au plus vite pour éviter les tensions internes au pays, et cette intégration va naturellement chercher à englober les populations slaves.

Durant toute la période qui suit l'insurrection d'Ilinden, le nationalisme macédonien semble s'essouffler un peu. Il est toutefois toujours présent et la Bulgarie dissout les organisations macédoniennes en Bulgarie en 1934, reprenant un contrôle total de la Macédoine du Pirin. En 1934 toujours, c'est un membre de l'ORIM qui tue à Marseille le roi Alexandre de Yougoslavie.

Pendant l'occupation nazie, les communistes de Tito deviennent porteurs de l'unité nationale de la Yougoslavie ; dans le massacre généralisé, ils sont les seuls à opérer sur l'ensemble du territoire de la fédération démembrée. La Macédoine faisant

alors partie des territoires cédés à la Bulgarie par les Allemands, son Parti communiste reste partagé entre des tendances pro-bulgares et pro-yougoslaves. Le Komintern décide en 1943 de mettre fin à la querelle et de rattacher les combattants antifascistes du Vardar au Parti communiste yougoslave. Il est décidé que la Macédoine sera une des nations constitutives de la nouvelle Yougoslavie à la deuxième session du Conseil Antifasciste de Libération Nationale Yougoslave. En 1944, au monastère Sveti Prohor Pciniski, a lieu la première session du Conseil Antifasciste de Libération Nationale de Macédoine (ASNOM), acte fondateur de la République de Macédoine.

Cependant, la création de cette république reste un projet assez ambigu : la résolution du Komintern sur la question macédonienne de 1934 appelle à lutter pour « une république macédonienne unie et indépendante sous la direction des partis communistes de la Bulgarie, de la Yougoslavie et de la Grèce ». Tito s'en servira à des fins expansionnistes : en promettant l'autonomie aux Macédoniens yougoslaves, il espère rattacher à la nouvelle république les territoires de la Macédoine bulgare et de la Macédoine grecque.

Les conflits entre le mouvement antifasciste grec (ELAS) et les partisans titistes ne tardent pas à se manifester ; en effet, Tito soutient les guérillas slavo-macédoniennes en Grèce jusqu'à sa rupture avec Staline, qui va l'obliger à modérer sa politique envers son voisin. De même, des malentendus surgissent entre les communistes yougoslaves et bulgares dans leur travail sur la fédération balkanique : alors que Tito veut commencer par l'unification de la Macédoine du Vardar et celle du Pirin, Dimitrov insiste pour que l'on crée d'abord la fédération et que l'on procède à l'unification dans un deuxième temps. En fin de compte, même si les Bulgares acceptent de faire des concessions en accordant une autonomie culturelle à la région du Pirin (traité de Bled, 1947), le projet sera abandonné en 1948 faute d'obtenir la bénédiction de Staline. Ce processus permet de mieux comprendre l'extrême méfiance de la Grèce et de la Bulgarie envers la nation macédonienne, mais aussi la façon dont le nationalisme macédonien a été entretenu au profit de l'entité yougoslave.

Sur le plan intérieur, le modèle socialiste autogestionnaire a favorisé les réseaux locaux et l'esprit corporatiste. Tito a cherché une formule plus souple pour préserver l'unité du pays. La Constitution de 1974 marque le début du transfert du centre de gravité vers la périphérie de la Fédération. Ce sont les dirigeants de l'époque

communiste libérale qui ont géré la Macédoine jusqu'à aujourd'hui, comme ils l'ont fait dans presque tous les autres pays ex-yougoslaves.

L'ORIM a été ressuscitée en 1990, dans la mouvance de l'indépendance. Elle est aujourd'hui un parti politique, aux tendances naturellement très nationaliste au profit des Slavo-macédoniens. Elle a participé à la plupart des gouvernements de Macédoine depuis 1991. Si le nom ORIM a été utilisé jusqu'ici, comme étant celui qui est communément utilisé dans les ouvrages et articles historiques, on utilise actuellement l'acronyme slave : VRMO. C'est ce sigle qui apparaît dans les textes sur la Macédoine contemporaine, et c'est celui que nous utiliserons désormais.

Ainsi l'identité macédonienne, au sens des populations slaves de ce territoire, est une réalité, bien souvent liée à l'Histoire par des liens sanglants. Elle est fondamentalement à l'origine de la création de la République macédonienne en 1945, et est vraisemblablement un élément majeur de l'indépendance de 1991. La vivacité de cette identité est en grande partie due à l'époque titiste, qui en a fait un instrument de son pouvoir sur l'ex-Yougoslavie. Le sentiment de constituer une nation à part peut paraître légitime à la lumière de l'histoire récente, et l'opportunité de créer une entité macédonienne indépendante a été saisie comme une chance en 1991. Toutefois, on peut comprendre que cette actualité même du sentiment national slavo-macédonien soit perçu comme une menace par la Grèce et la Bulgarie, deux pays eux-mêmes fruits de constructions souvent arbitraires. En renversant la proposition, on peut également justifier ainsi la réalité du sentiment national albanais, le désir d'identité qui s'y rattache, et donc bien des troubles que connaît actuellement la région.

#### **1.4. L'indépendance**

*Une sécession pacifique, mais pas sans arrières-pensées*

L'indépendance a été acquise pacifiquement, dans le sillage de celle de la Slovénie et de la Croatie : après proclamation unilatérale le 8 janvier 1991, elle fut confirmée par référendum le 8 septembre 1991 (95% de « oui »). Elle a très certainement bénéficié de la situation de guerre qui commençait en Croatie : les troupes fédérales retirées de Macédoine ont pu être engagées dans l'ouest de la Fédération, ce qui démontre un opportunisme et une habileté incontestables de la part du dirigeant d'alors, Kiro Gligorov. La personnalité de ce dernier, homme central de la création de

la République de Macédoine indépendante, fait l'objet d'un paragraphe ultérieur de cette étude.

Toutefois, les observateurs rapportent que Milosevic a été indigné par cette sécession : il avait semble-t-il prévu de créer une « fédération orthodoxe » regroupant la Serbie, le Monténégro et la Macédoine. Il a accusé la Macédoine de le « poignarder dans le dos », mais, déjà engagé dans des guerres en Croatie et en Bosnie, l'ancien président yougoslave ne pouvait guère s'opposer militairement au projet macédonien. Les combats prolongés ont ensuite empêché Milosevic d'ouvrir un « front méridional ». Bien que Belgrade ait reconnu la Macédoine en 1996, le gouvernement de Milosevic a constamment cherché à ébranler Skopje en encourageant les extrémistes serbes. Belgrade a prétendu que la Macédoine abritait une minorité serbe en danger de 350 000 personnes, alors que seules 55 000 personnes se sont déclarées serbes lors du dernier recensement de 1994. En 1995 le président Gligorov s'était rendu à Belgrade pour s'entendre dire que le gouvernement yougoslave accepterait la frontière administrative. Cependant, il a fallu attendre le 22 février 2001 pour qu'un accord soit finalement signé, profitant certainement des changements politiques survenus en République Fédérale Yougoslave à la fin de l'année 2000.



**Figure 5 : Le Soleil de Vergina, emblème national macédonien avant 1995**



**Figure 6 : Drapeau de la République de Macédoine depuis 1995**

L'adoption de la constitution macédonienne survient très vite après la déclaration d'indépendance, puisqu'elle est datée du 17 novembre 1991. D'inspiration libérale et démocratique, elle porte néanmoins des germes de discorde internes et externes. Nous ne reviendrons pas sur les problèmes emblématiques, qui sont le cœur de la crise avec la Grèce (nom du pays, drapeau), et nous ne retiendrons que les deux suivants, à titre d'exemple :

- La Macédoine est décrite comme le pays du « peuple macédonien », sous entendu du peuple slavo-macédonien. Les autres ethnies ou nationalités présentes sur les territoires ont le statut de minorité, même si elle bénéficient de la citoyenneté macédonienne et de tous les privilèges qui y sont associés (préambule à la Constitution).
- La Macédoine affirme n'avoir aucune revendication territoriale hors de ses frontières de 1991. Ceci peut paraître surprenant, et fait en réalité naître une suspicion sur la sincérité de cette déclaration, surtout considérant les incertitudes sur le contour de la nation macédonienne elle-même (Premier amendement à la Constitution, du 6 janvier 1992).

Quelques concessions ont été effectuées, sous forme d'amendements, pour répondre aux pressions internationales, et en particulier grecques, en 1995. Ces amendements portent sur des points symboliques, comme l'emblème national.

#### *Le président Gligorov, fondateur de la Macédoine*

L'histoire de la création de la République de Macédoine indépendante est indissociable de la personnalité de son leader historique, Kiro Gligorov.

Né en 1917 à Shtip, Macédoine, il fut diplômé de l'université de Belgrade en 1938. Il fut dès le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale un membre actif du mouvement de libération macédonien. Il fut en particulier membre du présidium de l'ASNOM en 1944-1945, date de la création de la République. Sa formation l'orienta vers des postes dans le domaine de l'économie et des finances : dans une banque privée avant la guerre, et dans des fonctions gouvernementales après la guerre. Il occupa des fonctions clés lors de la tentative d'établissement d'une économie de marché en Yougoslavie dans les années 60.

Dans les années 70, son rôle politique s'accroît : il est élu président du parlement fédéral yougoslave, et membre du Présidium yougoslave de 1974 à 1978.

Suivent presque 15 ans d'absence politique, jusqu'à ce qu'il soit appelé à participer au gouvernement d'Ante Markovic, dans le but de participer à la réforme de l'économie yougoslave, à la fin des années 80.

La crise de 1989 et 1990 lui permet de revenir sur le devant de la scène macédonienne : il est élu président de la République de Macédoine à l'issue des premières élections libres du 27 janvier 1991. Il est réélu en octobre 1994.

Le Président Gligorov a patiemment construit son pays : profitant habilement des circonstances, et en particulier de la guerre serbo-croate, bénéficiant de sa grande expérience de l'appareil yougoslave, il aura réussi à mener à bien l'essentiel de la construction nationale. Conscient de la fragilité ethnique du peuple qu'il dirigeait, il a constamment cherché et obtenu une intégration des minorités, et en particulier des Albanais dans les structures de l'état. Néanmoins, tout ce travail ne s'est pas fait sans opposition, et l'opinion est encore fortement marquée par la tentative d'assassinat dont il fut l'objet le 3 octobre 1995.

L'œuvre de Kiro Gligorov se poursuit apparemment avec l'élection en novembre 1999 de Boris Trajkovski. Ce dernier, bien que candidat du VRMO-DPMNE, a bénéficié du soutien de dernière minute de la minorité albanaise. Né en 1956, sa formation à l'université de Skopje en fait un légiste spécialisé dans le commerce, et il a fait partie du gouvernement macédonien de 1998 à 1999. On peut noter de plus que ses fonctions annexes lui donnent des responsabilités dans des associations promouvant les relations avec l'Europe et les Etats-Unis, et qu'il est un membre actif de l'Eglise méthodiste macédonienne.

## **2. LA REPUBLIQUE DE MACEDOINE AUJOURD'HUI**

Après avoir abordé le problème macédonien sous l'angle historique, qui trace l'ensemble des caractéristiques actuelles de la République de Macédoine, il convient de décrire maintenant de manière quelque peu plus précise les forces, faiblesses et enjeux de ce nouveau venu du paysage international.

### **2.1. La géographie physique**

La République de Macédoine aujourd'hui est l'un des plus petits états d'Europe, avec 26 000 km<sup>2</sup>. Cette superficie la place juste après la Belgique (35 000 km<sup>2</sup>), mais contrairement à ce dernier pays, la Macédoine est caractérisée par

un relief difficile, fait de montagnes escarpées coupées de vallées encaissées et de quelques plaines. Cet aspect en rend l'accès difficile.

D'autres caractéristiques plus marginales, mais qui ont leur importance pour le développement économique, sont un risque sismique avéré par la destruction de la ville de Skopje en 1963, ainsi que l'absence totale de côte maritime. Mises à part les portions de frontière traversant trois grands lacs, l'intégralité des limites territoriales est terrestre.

La Macédoine peut donc apparaître comme un pays totalement enclavé et hermétique. Toutefois la République dispose d'un atout majeur dans la région, dans la mesure où elle est coupée en deux par la vallée du Vardar ; cet axe de pénétration dans le sud des Balkans est une voie de communication majeure de la mer Egée et de l'Europe du sud vers l'Europe centrale et l'Europe de l'ouest. Il est matérialisé par la route qui relie Thessalonique à Belgrade, et qui apparaît sur l'ensemble des cartes de la région.



Figure 7: La République de Macédoine physique

Comme on peut l'attendre d'un pays au relief difficile, l'agriculture n'est que modérément développée : 26% de la surface du territoire est constitué de terres cultivées, 25% de pâturages, et 39% de forêts. Toutefois, la Macédoine subvient à ses besoins de base propres en nourriture.

De même pour ce qui concerne l'énergie, elle est presque auto-suffisante grâce à ses ressources en charbon. Sa production d'électricité par exemple suffit à sa consommation (85% provenant de centrales à charbon, et le reste de l'énergie hydro-électrique). En revanche, elle dépend entièrement de l'extérieur pour ce qui est des produits pétroliers.

Les principales matières premières produites par le pays sont le bois, le chrome, le plomb, le zinc, le manganèse, le tungstène, le nickel, le fer, l'amiante, et le soufre. La production de produits manufacturés est limitée. L'économie dépend entièrement de l'étranger pour ce qui est de la plupart des équipements modernes. Toutefois, elle exporte des produits bruts ou manufacturés, essentiellement des produits d'origine agricole et des minerais, ce qui permet de réduire considérablement son déficit commercial.

Le climat général est considéré comme continental modéré, mais encore une fois, la présence quasi générale de sommets élevés le rend assez rude en hiver, et ne facilite pas l'exploitation du terrain ni la présence permanente de l'homme.

## **2.2. Les structures**

La Macédoine était la république la plus pauvre de l'ancienne Yougoslavie. Son déclin économique s'est aggravé après l'indépendance, avec la rupture de ses liens avec ses partenaires traditionnels : Serbie, Monténégro, Albanie, Grèce et Bulgarie. En 1998, les principaux partenaires à l'exportation de la Macédoine étaient l'Allemagne (21%), la Serbie (18%), les Etats Unis (13%), la Grèce (7%) et l'Italie (6%). Pour l'importation, ce sont l'Allemagne (13%), la Serbie (13%), la Slovénie (8%), l'Ukraine (6%) et l'Italie (6%)<sup>6</sup>. En résumé, le principal partenaire de la Macédoine à l'heure actuelle est l'UE (60 % des échanges commerciaux).

Une aide importante pendant les années difficiles est venue des versements effectués par des Macédoniens travaillant en Allemagne ou dans d'autre pays

---

<sup>6</sup> Source : immigration américaine, sur le site theodora.com

d'Europe occidentale. L'aide internationale se met lentement en place, et l'Union Européenne verse annuellement à la Macédoine 100 millions d'euros, à partager avec l'Albanie.

| 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995  | 1996 | 1997 | 1998 | 1999  |
|------|------|------|------|------|-------|------|------|------|-------|
| -10% | -12% | -13% | -15% | -8%  | -1,5% | +2%  | +4%  | +4%  | +2,5% |

**Tableau 2 : Evolution du taux de croissance annuel de la Macédoine<sup>7</sup>**

La croissance actuelle de l'économie est faible, et a été marquée par le blocus de la Serbie, la crise avec la Grèce, ainsi que par le conflit au Kosovo. L'inflation semble actuellement contrôlée (1% en 1999 contre 54% en 1993), mais le chômage reste à un niveau très préoccupant (35% en 1999).

La tempête politique continue, dans le pays et dans la région, freine toute tentative de redressement rapide des structures commerciales et des programmes économiques. L'isolement géographique de la Macédoine, son retard technologique, et les risques d'instabilité politique font de ce pays l'un des derniers dans la liste de priorité d'intérêt pour les investisseurs. Toutefois, la résolution de la querelle avec la Grèce semble avoir relancé le redressement économique, et ce alors que les risques d'extension du conflit kosovar, qui a eu des conséquences sur la reprise économique macédonienne, semble s'éloigner. Le redressement de l'économie du pays dépendra sans doute de ses capacités à renouer des liens commerciaux avec ses voisins et partenaires traditionnels, à attirer des investissements, et à maintenir sa volonté de libéraliser ses structures.

La période actuelle, marquée par la perméabilisation des frontières et une libéralisation débridée de l'économie, voit l'émergence de nouveaux problèmes sociaux : banditisme, réseaux de trafics divers, contrebande. La Macédoine devient une plaque tournante pour le trafic d'héroïne et de hashish entre l'Europe et l'Asie du sud-est, dans une moindre mesure pour la cocaïne en provenance d'Amérique du sud.

Les gouvernements successifs, dans leur souci de reprendre le destin du pays en main, ont réformé l'ensemble des structures : privatisations, refonte des systèmes

---

<sup>7</sup> Christophe CHICLET, *La viabilité économique de la Macédoine*, in Christophe CHICLET et al., *La République de Macédoine*, L'Harmattan, 1998. Sources internet pour 1998 et 1999.

administratifs, du système bancaire. La Macédoine développe des mesures nombreuses pour attirer les investissements étrangers ; une législation nouvelle protège l'économie privée. Le pays fait de son mieux pour protéger les entreprises de la corruption potentielle au sein des services officiels. De plus on peut noter que la plupart des gouvernements depuis 1991, dont le gouvernement en place au début de 2001, sont formés par des coalitions entre des partis nationalistes slaves et albanais. Ce trait montre le désir largement répandu d'apaiser, au moins momentanément, les querelles entre les différentes nationalités, et devrait participer au renforcement de la confiance en l'avenir que voudrait établir la jeune république.

Les voies de communication ne sont que faiblement développées<sup>8</sup>. Malgré tout, la Macédoine fait son possible pour devenir une plate-forme d'échanges commerciaux d'économie libérale, en partenariat avec les pays voisins. Ceci passera sans doute par la promotion de sa position de carrefour sur les axes Thessalonique-Belgrade et Istanbul-Dürres.

Au titre de la description des structures de la Macédoine on peut également faire remarquer la nature hypertrophiée de la capitale : sur une population totale d'environ 2,2 millions d'habitants, Skopje regroupe en effet environ 650 000 personnes, c'est à dire près de 30% de la population totale du pays. Ce trait est souvent caractéristique des pays où le travail est rare et les richesses mal réparties.

### **2.3. Les ambitions**

Le paragraphe précédent a montré que la Macédoine a la volonté de sortir rapidement de l'ornière économique dans laquelle elle se trouve. Elle est soutenue dans ce sens par les puissances occidentales. Si la prospérité visée est atteinte, c'est à dire si le niveau de vie général augmente significativement, nul doute que les autres problèmes deviendront moins aigus, et que la Macédoine se sera consolidée dans le court terme. Pour compléter le dispositif, on remarque des efforts affichés de faire du pays une démocratie sur le modèle occidental. La combinaison de l'ensemble des réformes entreprises doit non seulement permettre le développement économique en attirant les investissements étrangers, mais aussi permettre de tenir le rang de pays indépendant dans le concert des nations et au sein des organisations internationales, au

---

<sup>8</sup> 8684 km de routes, dont seulement 5540 km bitumée, et dont 130 km d'autoroute ; 699 km de voies ferrées dont 233 électrifiées, selon une estimation américaine de 1997.

premier rang des quelles figurent les structures européennes. La République de Macédoine est membre de L'ONU<sup>9</sup>, de la BERD, et du FMI depuis 1993. Elle est membre du Conseil de l'Europe et de l'OSCE depuis 1995.

D'un autre côté, on a peu de lisibilité sur les objectifs à long terme : une fois le poids économique et politique atteint, et donc la survie des individus assurée, l'autonomie sera-t-elle conservée en l'état ou bien doit-on s'attendre à une redistribution complète des données géopolitiques (frontières, peuples, langues,...) ?

Ce que l'on peut noter, c'est la volonté manifeste de régler le problème albanais par la douceur, ou en tout cas de temporiser : partage équitable des postes administratifs, coalition des partis nationalistes au sein des gouvernements successifs, reconnaissance de l'université albanaise de Tetovo en tant qu'établissement d'enseignement privé. Ce dernier point montre au passage une répugnance manifeste à modifier la constitution et à accepter les Albanais en tant que peuple constitutif du pays. Peut-on s'attendre à ce que les albano-macédoniens, du moment que leur existence est assurée au sein de la République, renoncent à leurs velléités sécessionnistes ? C'est loin d'être évident.

#### **2.4. Un état-nation ?**

La Macédoine actuelle apporte avec sa création les raisons de sa disparition. Fondée semble-t-il dans un élan populaire général, elle n'est sans doute qu'une manifestation du refus du système en place avec la Fédération Yougoslave. Il convient maintenant de s'intéresser de plus près aux problèmes durables du pays.

##### *Des déséquilibres flagrants*

Le problème économique a déjà été évoqué en détail, comme le plus évident, et surtout comme celui sur lequel la communauté nationale et internationale peut le plus facilement agir.

Se superpose, dans l'optique de la survie à court terme, la situation d'un état presque dépourvu d'armée à la suite du retrait des troupes fédérales yougoslaves. A l'heure où cas lignes sont écrites, ce sujet peut paraître secondaire, dans une région sous haute surveillance internationale. De plus, les troupes étrangères en Macédoine

---

<sup>9</sup> Sous le nom de FYROM, rappelons-le.

sont actuellement nombreuses, en relation avec la situation au Kosovo voisin. En revanche, cette situation ne pourra pas durer, dans la perspective d'un retrait des troupes de l'OTAN et tant que des « guérilleros » albanais opéreront sur les frontières du nord. Ce dernier danger prend une tournure délicate en ce début d'année 2001, avec des incidents qui se multiplient sur les frontières entre Kosovo, Serbie et Macédoine (vallée de Presevo).

S'ajoute à cela, dans le long terme, le problème posé par une population fortement inhomogène. Ce problème ne pourra que s'aggraver avec le temps qui passe.

Le fait que plus de 30% de la population fasse partie de minorités constitutionnellement déclarées est une difficulté en soi. Bien que le pays soit gouverné par des coalitions slavo-albanaises pratiquement depuis sa création, le problème de fond demeure, et ne peut même que s'aggraver si l'on suit les chiffres actuels de la démographie.

Le problème créé par les Roms est commun à plusieurs pays ex-Yougoslave, et devrait trouver une solution commune à tous les pays de la région. En tout état de cause, cette question ne concerne directement qu'une très petite fraction de la population.

En revanche, la pression exercée par les Albanais de Macédoine, actuellement très forte, ne va pouvoir aller qu'en empirant. Cet aspect de la réalité macédonienne réclame un développement propre.

### *Le problème albanais*

La « minorité » albanaise de Macédoine est loin d'être négligeable ; ce point a déjà été souligné à diverses reprises. En revanche, des incertitudes planent sur la réalité des chiffres, incertitudes soigneusement entretenues par les intéressés qui ont tout intérêt à faire valoir des nombres aussi favorables que possible.

Le déséquilibre entre Slavo-Macédoniens et Albanais s'accroît. Ceci est sans doute dû à des taux de croissances très différents entre les différentes nationalités : si le taux de croissance était de 0,4% en 2000 pour la population totale macédonienne,

il était de 2,6‰ en Albanie, toujours en 2000<sup>10</sup>. Compte tenu de la similitude entre les différentes populations albanaises, on peut en conclure qu'au fil du temps, la population albano-macédonienne augmente environ 5 fois plus vite que la population slavo-macédonienne. Ces chiffres ne sont qu'approchés, mais semblent rendre compte de la réalité.

S'ajoute à cet accroissement « naturel » celui qui est dû aux transferts transfrontaliers, soit en provenance du Kosovo, soit en provenance d'Albanie. Les estimations en 2000 font état de 108 000 mariages mixtes entre 1991 et 1996, et donc d'autant de nouveaux citoyens macédoniens. Les Albanais font entrer dans leurs statistiques les « immigrés » qui, présent sur le territoire depuis moins de quinze ans, n'ont constitutionnellement pas droit à la nationalité macédonienne.

Au total, si le recensement de 1994 faisait état d'environ 23% d'albanais en Macédoine, les estimations « officielles » en 2000 approchent 30%, tandis que les estimations albanaises atteignent ou dépassent les 40%. Ce dernier chiffre est cependant, selon toute vraisemblance, fortement entaché par la propagande nationaliste.

Tout ceci confirme que le problème albanais, déjà très préoccupant, ne va que prendre de l'ampleur avec le passage des années.

Soulignons quelques particularités de la population albanaise : avec une moyenne d'âge de 26 ans, elle est parmi les plus jeunes d'Europe, ce qui la rend particulièrement mobile. Les liens traditionnels claniques semblent plus importants que ceux de la religion, les mariages mixtes sont rares, la parenté domine sur le social. En résumé, l'assimilation de cette population est extrêmement difficile. De plus, les Albanais de Macédoine ont la réputation d'être plus traditionalistes encore que leurs cousins d'Albanie et du Kosovo. D'un autre côté, comme partout à l'Est, l'affaiblissement de l'Etat favorise la création de réseaux à base ethnique : où s'arrêtent les revendications politiques et culturelles, où commencent les intérêts crapuleux ? Certains affrontements entre les Albanais et les autorités, comme à Skopje en 1992, laissent perplexes : s'agit-il de répression et d'intolérance inter-ethnique ou de lutte entre des réseaux ? La propagande officielle macédonienne a

---

<sup>10</sup> Source : immigration américaine, sur le site theodora.com.

évidemment tendance à privilégier le deuxième type d'interprétation, les Albanais le premier.

Les groupements politiques albanais se caractérisent par une cohésion supérieure à celle des autres partis du pays. Tous les dirigeants politiques albanais demandent le transfert de certaines prérogatives du pouvoir central aux régions : les modérés évoquent la création de régions administratives sur bases ethniques, les durs envisagent la sécession des régions peuplées d'Albanais et la création d'une république autonome qui pourrait ensuite rejoindre une « Grande Albanie ». Un tel projet avait été proposé en 1992 dans un référendum clandestin organisé par une « Assemblée pour l'indépendance politique et territoriale des Albanais dans la République de Macédoine » : le nouveau pays devait s'appeler « Illyriade ». Ce référendum, qui fut un échec, fut condamné unanimement par la classe politique.

En général, les revendications officielles des Albanais restent plus modestes : le statut de « peuple constitutif » et l'institution de l'Albanais comme deuxième langue officielle. Sur ce dernier point, les Slavo-macédoniens, qui redoutent d'être débordés en nombre à cause de la forte natalité de leurs concitoyens albanais, restent intransigeants, et la tension ne cesse de monter : en 1995, des incidents autour de l'université de Tetovo de langue albanaise, interdite par les autorités, et le boycott des séances du Parlement par les députés albanais, qui ne sont pas autorisés à s'y exprimer dans leur langue natale, ont marqué une aggravation de la crise. Au fond, il s'agit de la contradiction entre deux conceptions différentes de la nation : celle héritée du fédéralisme yougoslave, où chaque peuple jouissait d'une certaine autonomie, et celle de l'Etat homogène qu'a choisie Skopje par crainte de désintégration.

Le processus de privatisation et la crise économique accentuent le mécontentement des Albanais qui sont les premiers à être licenciés à cause du préjugé racial ; leurs chances de devenir propriétaires d'entreprises sont minimes. C'est sans doute la peur de l'exclusion croissante qui radicalise les esprits. A cela s'ajoute le risque permanent d'une dégradation de la situation au Kosovo : l'afflux de clandestins aggravera l'ambiguïté entre les incidents relevant du droit commun et l'oppression politique, sur laquelle reposent largement les conflits entre les deux communautés.

### **3. LA MACEDOINE DANS LE PAYSAGE DIPLOMATIQUE**

Placée au cœur d'une région troublée, elle-même structurellement fragile, la Macédoine semble actuellement étrangement calme et sereine. Au carrefour d'ambitions territoriales ou nationales, souterraines ou en sommeil, son avenir est suspendu à la bonne volonté de ses voisins. Ce sont ceux-ci que nous allons maintenant essayer de passer en revue, au travers des manifestations visibles des relations inter-étatiques.

#### **3.1. La Fédération Yougoslave**

L'attitude de Belgrade envers la Macédoine du Vardar a changé radicalement au cours de ce siècle : l'assimilation forcée pratiquée par la monarchie serbe, puis yougoslave a été remplacée par la politique titiste de création d'une nation autonome, mais fidèle, au sein de la Yougoslavie. Ainsi que nous l'avons décrit plus haut, la période communiste a été décisive dans la constitution de l'identité macédonienne, ou en tout cas dans son entretien, au cours des cinq décennies écoulées.

En avril 1996, la troisième Yougoslavie (Serbie « large » et Monténégro) n'avait toujours pas reconnu la République de Macédoine, jouant la carte de la menace : les nombreuses provocations frontalières, ainsi que le comportement agressif de quelque 40 000 Serbes dans la République ont fait croire aux Occidentaux, au début de la crise, que le prochain foyer de conflit se trouvait en Macédoine. Cependant, pour Milosevic, cette stratégie n'était qu'une manière de faire monter la rançon : le moment venu, au printemps 1996, il a habilement monnayé la reconnaissance de la Macédoine dans le marchandage autour de la reconnaissance de la Yougoslavie, de la création de la « République serbe » semi-indépendante en Bosnie et de la levée des sanctions qui frappaient son pays.

Pour Belgrade, il ne faisait apparemment aucun doute que la Macédoine resterait sous sa tutelle sans qu'aucun effort militaire soit nécessaire. Après le retrait de l'armée yougoslave, la petite République est restée pratiquement désarmée : les quelque 8 000 à 10 000 soldats ne disposent pratiquement d'aucune arme lourde, beaucoup d'officiers sont partis, la doctrine militaire n'est pas mise à jour. Les autorités macédoniennes sont bien conscientes qu'à l'intérieur du pays existe un réseau important d'agents sur lesquels Belgrade pourrait compter en cas de conflit.

Le contingent étranger est la seule garantie - fût-elle symbolique - du maintien de la paix. Notons qu'en 1992 Milosevic s'était rendu à Skopje pour convaincre Gligorov de ne pas laisser les Américains déployer leurs soldats en Macédoine.

Quant à l'économie, la Macédoine dépend toujours de manière notable du marché de son voisin du nord, même si l'essentiel de ce marché est maintenant assuré par l'Union Européenne. De plus, les dirigeants du pays (à commencer par le président Gligorov) ont été formés à Belgrade. Bref, Skopje ne pourra sans doute pas prendre le risque de tourner complètement le dos à la Serbie dans les années à venir. Reste à décider si elle va retourner à la petite Yougoslavie comme l'a fait la Biélorussie avec la Russie, ou si l'on inventera des formes plus souples de partenariat : union douanière ou monétaire par exemple, comme en l'Europe occidentale. Cette dernière solution a actuellement, de manière évidente, la préférence de la présidence macédonienne.

Lorsque l'ex-Yougoslavie s'est désintégrée au début des années 90, la Macédoine nouvellement indépendante a exigé que l'ancienne frontière administrative soit sa frontière d'état. Le gouvernement yougoslave, alors dirigé par Slobodan Milosevic, a refusé de la reconnaître en revendiquant des zones d'importance stratégique au sein de la Macédoine. Au début des négociations, la plus grande partie de la frontière, longue de 330 km, a été contestée.

Un autre tronçon de la frontière, celui qui traverse la vallée de Presevo, est également extrêmement instable actuellement à cause des activités des guérillas séparatistes albanaises (soi-disant Armée de Libération de Presevo, Bujanovac et Medveja du Kosovo, ou UCPMB). En fait, les extrémistes albanais du Kosovo et de Macédoine semblent former le seul groupe qui ne souhaite pas que la question frontalière soit résolue. Les plus radicaux contestent même la frontière administrative en affirmant qu'elle devrait être délimitée selon des lignes ethniques unissant les différentes communautés albanaises. Ce point semble malheureusement confirmé par les incidents qui se développent actuellement, aux premiers jours du mois de mars 2001, dans la zone précédemment citée de la vallée de Presevo.

Un accord est finalement survenu le 22 février 2001, les deux gouvernements souhaitant manifestement en retirer plusieurs points d'avantage politique. En particulier, la situation du Kosovo inquiète beaucoup Skopje qui craint que l'absence

de frontière clairement délimitée augmente la probabilité que les troubles s'étendent à la Macédoine. En RFY, Kostunica souhaite utiliser cette question pour renforcer l'image de Belgrade en tant que promoteur de la stabilité et de la coopération dans la région, entre autre parce que Skopje a été parmi les premiers à reconnaître les changements démocratiques intervenus à Belgrade. Par ailleurs, en délimitant la frontière avec la Macédoine, Belgrade indiquerait qu'elle n'a pas abandonné sa province méridionale qui longe les deux tiers de la frontière contestée. Ce qui a également rapproché Skopje et Belgrade c'est la crainte qu'un Kosovo indépendant pourrait pousser l'importante minorité ethnique albanaise en Macédoine à demander une plus grande autonomie. L'accord en question est trop récent pour que l'on sache précisément à l'heure actuelle ce qu'il contient. On peut toutefois supposer que les problèmes pratiques pour délimiter physiquement la frontière sont encore nombreux, ce qui va faciliter pour encore quelque temps les activités permanentes des guérillas albanaises qui menacent les forces de sécurité de part et d'autre.

### **3.2. L'Albanie**

L'Albanie, quant à elle, se soucie surtout de sa minorité importante en Macédoine. Faute de tradition étatique, les deux pays ont hypertrophié l'imaginaire démographique. Le recensement de 1994, effectué sous contrôle international, selon lequel les Albanais représentaient 22,7 % des deux millions de Macédoniens, n'a pas mis fin aux controverses. Outre les manipulations éventuelles, il faut rappeler que de nombreux Albanais (surtout des immigrés du Kosovo) résident dans le pays sans être dénombrés, le code de la nationalité exigeant d'y avoir vécu au moins quinze ans.

Un facteur non négligeable de rapprochement entre la Macédoine et l'Albanie a été la présence militaire des Etats-Unis. Trop faibles pour se défendre seuls et entourés d'ennemis « héréditaires » (réels ou imaginaires), les deux pays semblent pour l'instant accepter le rôle de « porte-avions américain » dans les Balkans et un statut de protégé, dont la stabilité est garantie par un ami lointain.

Les projets de « Grande Albanie » semblent en tout cas actuellement complètement hors de propos pour le gouvernement de Tirana : celui-ci semble convaincu de l'utilité et de la sagesse de ne pas participer à la déstabilisation de la région au travers de la minorité albanaise de Macédoine. De plus, pour des raisons sentimentales, historiques, mais aussi très certainement économiques, les Albanais de

Macédoine ne montrent pas d'attachement particulier pour leurs grands frères de l'ouest, préférant se tourner vers leurs voisins Kosovars.

Tout ceci pousse actuellement l'Albanie à jouer un rôle modérateur, ou en tout cas à ne pas jouer de rôle perturbateur, pour l'équilibre de la Macédoine.

### **3.3. La Grèce**

La politique de la Grèce est claire de 1912 jusqu'à nos jours : c'est ce qu'on appelle aujourd'hui le « nettoyage ethnique ». Actuellement Athènes se félicite d'avoir définitivement résolu le problème et s'oppose farouchement à toute mention de la minorité macédonienne.

Cependant cette question n'est sans doute pas totalement réglée, et on trouve mention d'associations macédoniennes en Grèce. Cette minorité dispose même d'un parti, le parti « Arc en Ciel » à Florina, dont les locaux furent saccagés en septembre 1995, au moment où Grèce et Macédoine parvenaient à l'accord qui mettait fin à l'embargo économique qui durait depuis presque deux ans. La minorité macédonienne en Grèce existe donc, elle est active, mais elle semble en butte à une franche hostilité du reste de la population grecque. Toutefois, il ne faut pas verser dans l'exagération, mais considérer cette minorité au juste regard de son volume et de son influence : le parti « Arc en Ciel » n'a recueilli que 4 000 voix lors des dernières élections législatives en Grèce.

C'est dans cette perspective que l'on comprend pourquoi la Grèce a été l'ennemi principal de la nouvelle République : sa création réveille le spectre de la « maudite minorité » et des « crimes » commis envers elle. En l'absence de travail collectif de la mémoire, le traumatisme national va produire des effets parfois ridicules, parfois inquiétants. Car il y a quelque chose de démesuré à soupçonner un pays de deux millions d'habitants et sans armée de visées expansionnistes, à l'accuser du « vol » d'un nom qu'il porte depuis 1945 au sein de la Fédération yougoslave, à craindre que son existence incite au séparatisme ses frères en Macédoine grecque tout en affirmant que ceux-ci ne représentent que 60 000 personnes. A deux reprises les Grecs ont imposé des blocus unilatéraux à leur voisin du nord-ouest, causant des dizaines de millions de dollars de pertes par mois à une économie dont le commerce dépendait pour les trois-quarts du port de Thessalonique.

Notons cependant que les motifs d'Athènes étaient plus réels qu'il n'y paraît. Outre les enjeux symboliques, la création d'un Etat macédonien autonome bouleversait les équilibres géopolitiques et ouvrait une opportunité à l'expansion économique, voire militaire d'une Turquie singulièrement renforcée par la dissolution du bloc soviétique.

Malgré tout, le litige entre la Grèce et la Macédoine donne l'impression d'un énorme gâchis. Pour la Grèce, il a été une source constante d'instabilité politique, de ridicule international, d'affaiblissement de son rôle dans les Balkans et de frictions avec ses partenaires européens. En Macédoine, il a retardé la restructuration économique et a contribué indirectement ou directement aux tensions interethniques qui menacent actuellement le pays. Toutefois on peut noter également qu'il a donné un coup de projecteur bienvenu sur un petit pays apparu dans l'indifférence quasi générale, et qu'il a incité les pays occidentaux à prendre position clairement et concrètement quant à la légitimité de ce nouveau venu sur la scène internationale.

La page semble actuellement tournée, et les investisseurs grecs, soutenus par leur gouvernement, paraissent décidés à ne pas laisser échapper un marché qui ouvre sur l'ensemble des Balkans. Les changements de dirigeants de part et d'autre de la frontière y sont vraisemblablement pour une bonne part.

### **3.4. La Bulgarie**

Le sort de la région de Pirin, attribuée à la Bulgarie après les guerres balkaniques, a été complètement différent de celui de la Macédoine grecque et yougoslave. Cette population a été parfaitement intégrée dans la nation, tout comme les centaines de milliers de réfugiés. Cette proximité ethnique incite à penser que les Macédoniens du Vardar auraient pu facilement être incorporés dans l'état-nation bulgare si l'histoire avait pris une voie différente. Selon le consensus général dans le pays, si les Macédoniens sont tellement proches ethniquement, il s'ensuit qu'ils sont bulgares tout court, comme si la réalité historique de la nation macédonienne moderne n'existait pas. Les Bulgares ne cessent donc d'expliquer à leurs voisins, qu'ils se trompent d'identité. Coincée entre l'intransigeance grecque et serbe, presque entièrement dépendante des ports bulgares pour sa survie depuis le blocus grec, la République de Macédoine n'a pas pour autant complètement renoncé à sa propagande anti-bulgare héritée de la période yougoslave. Or, les malentendus entre

les deux pays sont largement dus à leur long isolement. Seuls des échanges plus intenses permettraient aux Bulgares de comprendre les nouvelles réalités historiques, et aux Macédoniens de surmonter leur peur des « impérialistes » bulgares.

Cependant, ces échanges restent très maigres : la voie ferroviaire directe entre Sofia et Skopje (détruite par les Yougoslaves après la Seconde Guerre mondiale) n'est toujours pas achevée, les routes sont en mauvais état. Ayant orienté son trafic sur l'axe Nord-Sud (Serbie-Grèce), la Macédoine semble avoir du mal à construire l'axe Est-Ouest, qui reliera Istanbul au port albanais de Dürres, et qui seul garantira l'indépendance économique du pays vis-à-vis de la Serbie. Selon des sources de l'opposition, le président macédonien Gligorov se serait engagé à ne pas trop rapprocher son pays de la Bulgarie : ceci aurait été le prix du retrait miraculeux des troupes serbes en 1991.

Sofia a été la première capitale à reconnaître la République de Macédoine. L'aide politique et économique aussitôt apportée par les Bulgares à leur voisin traduisait leur joie face à son divorce avec Belgrade, qui rendait possible un rapprochement. Mais elle n'était pas sans arrière-pensée. En effet, Sofia a adopté envers la Macédoine une position symétriquement opposée à celle de Belgrade : alors que celle-ci reconnaissait la nation, mais pas l'Etat, la Bulgarie a reconnu l'Etat, sans pour autant accepter l'existence d'une nation macédonienne. Outre la pression de l'opinion publique, le problème politique pour Sofia est bien réel : la reconnaissance d'une nation macédonienne pourrait entraîner des revendications minoritaires dans la Macédoine du Pirin. Cependant, de nos jours, seulement 10 000 personnes, sur une population estimée à 200 000 se disent macédoniennes.

Notons enfin que le nationalisme bulgare a traditionnellement deux faces : pro-macédonienne et anti-turque. Après un bref retour du premier type, la victoire des communistes en Bulgarie à la fin de 1994 a rapproché Sofia de Belgrade et d'Athènes. Or la fameuse « solidarité orthodoxe » que l'on évoque à ce sujet cache, au fond, un choix géopolitique : il s'agit d'écarter la Turquie, ainsi que de minimiser le rôle de l'Occident dans la gestion des affaires balkaniques. La Macédoine entourée de « frères orthodoxes » ne pourra, espère-t-on, que s'intégrer au triangle. La position de la Bulgarie semble donc être la même que celle à laquelle se rallie aujourd'hui la Grèce, ainsi que cela a été évoqué plus haut.

### 3.5. Les Etats Unis

Les Etats-Unis ont reconnu la République de Macédoine en février 1994, deux mois après la plupart des pays européens, mais alors que des troupes américaines étaient présentes sur son territoire depuis juillet 1993 dans le cadre de la FORDEPRENU<sup>11</sup>. Ceci est caractéristique de l'ambiguïté de l'intérêt américain pour l'existence de la Macédoine

Cette ambiguïté des Etats-Unis est également évidente lors des allers et retours diplomatiques de Richard Holbrooke à l'été 1995, dans le but de promouvoir un accord entre la Grèce et la Macédoine, alors en opposition ouverte<sup>12</sup>. Toutefois les observateurs s'accordent à dire que cette pression diplomatique n'avait pour objectif que d'obtenir un apaisement relatif dans la région en prévision de la campagne présidentielle américaine de 1996. Au résultat, c'est apparemment monsieur Holbrooke qui persuada les deux parties de parvenir à un compromis, et en particulier qui convainquit Skopje d'accepter de faire des concessions avant la levée de l'embargo grec. Ces concessions portaient sur des amendements constitutionnels, l'abandon du Soleil de Vergina comme symbole national, et un traité sur l'intangibilité des frontières entre les deux pays. En contrepartie de cet accord, les Etats-Unis s'engageaient à normaliser leurs relations diplomatiques avec la Macédoine, ce qui pouvait être interprété comme un soutien implicite au pays en cas d'agression.

Depuis 1995, l'intérêt des Etats Unis pour la Macédoine s'est manifesté surtout au travers du conflit qui a opposé l'Europe à la Fédération Yougoslave sur la question du Kosovo : aide technologique, déploiement de troupes, manœuvres militaires conjointes.

Malgré tout, il faut souligner qu'ils ont été parmi les tous premiers à soutenir concrètement la Macédoine. Cette aide a vraisemblablement un objectif de stabilisation de la région. Elle a très certainement aussi pour but d'asseoir la présence américaine auprès des voisins turbulents que sont la Grèce et la Turquie, dans une zone stratégiquement fondamentale pour la Etats-Unis.

---

<sup>11</sup> La FORDEPRENU a été mise en place sur une décision des Nations Unies de 1992. Cette force avait pour objet d'opérer une surveillance de la frontière avec la Fédération Yougoslave, avec laquelle les relations n'étaient pas au mieux.

<sup>12</sup> La Grèce avait décrété un embargo économique en février 1994, qui devait prendre fin en septembre 1995

Toutefois, la présence militaire ne semble pas devoir se doubler d'une présence économique extrêmement marquée, et l'aide financière et économique américaine reste modérée en regard de celle que fournit l'Union Européenne. Ceci semble conforme aux aspirations macédoniennes, elles aussi plutôt européennes.

### **3.6. L'Union européenne**

A la création de l'état macédonien, l'Europe ne s'est pas précisément bousculée pour le reconnaître : l'influence exercée par la Grèce, dans sa querelle des symboles, a considérablement freiné les relations entre l'Union et la Macédoine.

La mauvaise volonté n'est pas totale, puisque dès janvier 1992, soit quatre mois après le référendum sur l'indépendance, la commission Badinter s'était prononcé pour une reconnaissance de la Macédoine par la Communauté européenne. C'est le veto grec qui fera capoter cette tentative.

C'est le 8 avril 1993 que la Macédoine entre à l'ONU sous le nom de FYROM. Mais ce n'est que le 16 décembre que la France, l'Allemagne, le Royaume Uni, l'Italie, les Pays Bas et le Danemark reconnaissent officiellement ce pays. Ce mouvement diplomatique, censé faire pression sur la Grèce, a l'effet inverse : en février 1994, un embargo est décrété par Athènes. Cet embargo, qui ne concerne pas certains produits vitaux, sera constamment contourné, avec la complicité de la Bulgarie. Néanmoins il gênera très sensiblement la Macédoine dans son effort de redressement économique.

La Communauté européenne fera quelques timides tentatives légales pour dénoncer cette attaque de la Grèce. Mais les différentes plaintes seront soit rejetées, soit abandonnées lorsque l'embargo est finalement levé fin 1995. L'honneur était sauf pour l'Union, qui avait montré la solidarité de ses membres tout en simulant le respect de certains principes légaux. Mais cette démonstration de cohésion s'est effectuée sur le dos de l'infortunée République de Macédoine. Juste retour des choses, c'est maintenant l'UE qui consacre le plus d'efforts au soutien de la Macédoine, en lui accordant environ 100 millions d'euros chaque année.

Depuis cette crise ubuesque, un accord économique a été signé entre l'UE et la Macédoine (fin 1997). La Grèce elle-même, changements de gouvernement aidant, a apparemment réalisé que sa place se situe plutôt comme moteur des Balkans

que comme épouvantail d'une supposée restauration de la Macédoine traditionnelle. En tout cas, elle semble avoir abandonné ses combats d'arrière-garde pour se consacrer au soutien d'un pays dont la disparition ne pourrait être que néfaste à la stabilité de l'ensemble de la région.

### **3.7. La Russie**

Il est difficile de traiter des pays de l'ex-Yougoslavie sans évoquer l'influence de la Russie. Toutefois, la situation économique et politique actuelle de ce vaste pays paralyse totalement ses ambitions.

La Russie aimerait faire jouer la solidarité slave dans les Balkans, et recréer l'influence qu'elle avait auparavant sur la région. Mais ses interventions concrètes sont si peu nombreuses, et de portée si limitée, qu'il est impossible de considérer que la Russie joue encore un rôle dans la région. Le lien historique si cher aux Russes, déjà malmené par les conséquences de la période communiste, semble définitivement rompu.

Malgré toutes les ambitions verbales, ce n'est plus vers le « grand frère » slave que la Macédoine se tourne le plus volontiers, mais vers des partenaires plus solides et plus influents, en Europe et en Amérique.

\* \* \*

Emanation essentiellement arbitraire de l'histoire mouvementée des Balkans, la Macédoine doit donc principalement sa survie à l'habileté de ses dirigeants, au premier rang desquels se situe Kiro Gligorov, qui ont su apaiser l'essentiel des tensions internes, tout en créant l'élan vers une intégration rapide dans les structures européennes. Toutefois, l'équilibre atteint reste fragile, et les tensions entre nationalités au sein même de la République sont inquiétantes pour le futur.

Même si la pression diplomatique américaine a beaucoup calmé les revendications autonomistes, les précédents dangereux de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo éveillent le spectre du séparatisme albanais en Macédoine. Certains leaders politiques macédoniens laissent entendre que les problèmes de la république avec les Grecs et les Serbes sont plus faciles à résoudre que ceux qu'elle peut avoir avec les Bulgares et avec les Albanais, car, dans ces deux derniers cas, ce sont des

populations bien réelles qui sont au cœur du contentieux. Et si, dans le cas de la Bulgarie, le problème du Pirin n'est pour l'instant qu'un enjeu symbolique, les Albanais représentent une menace de fait pour l'identité précaire de la nouvelle république.

Les événements qui se déroulent sur la frontière macédonno-serbe à l'heure où sont écrites ces lignes matérialisent malheureusement le danger, et ravivent la peur d'un embrasement de la région. En revanche, la communauté internationale semble désormais unie et solidaire pour empêcher les troubles de dégénérer : l'OTAN, la Serbie et la Bulgarie agissent de concert dans les manœuvres de maintien de la paix en Macédoine. Ce bel ensemble ne peut être que bénéfique, mais il restera à trouver une solution concertée et durable aux origines du malaise ethnique : l'existence même de la Macédoine, voire d'autres pays de la région, en sera le prix.

## Bibliographie

- Christophe CHICLET La Macédoine en danger d'éclatement (Le Monde diplomatique, 1999)
- Christophe CHICLET et Bernard LORY (*dir.*) La République de Macédoine (L'Harmattan, 1998)
- Sophia CLEMENT La prévention des conflits dans les Balkans : le Kosovo et l'ARY de Macédoine (Les Cahiers de Chaillot n° 30, 1997)
- Ivalo DITCHEV Le malaise des derniers venus, ou comment définir un état macédonien (*in* Les Balkans : paysage après le bataille, Editions Complexe, 1996)
- Paul GARDE Vie et mort de la Yougoslavie (Fayard, 2000)
- Philippe LEMARCHAND (*dir.*) L'Europe centrale et balkanique (Editions Complexe, 1995)
- Elias Dimitras PANAYOTE La surprenante amélioration des relations entre la Grèce et la Macédoine (Le Courrier des Balkans, 1998)
- Georges PREVELAKIS Géopolitique de la Grèce (Editions Complexe, 1997)
- Georges PREVELAKIS Querelle Byzantine (Le Monde diplomatique, 1999)
- Samuel VAKNIN Macedonia and misconceptions (Central Europe Review, 1999)
- Nikolaos ZAHARIADIS Greek Policy towards FYROM, 1991 – 1995 (Journal of Modern Greek Studies, 1996)